

 **D**éveloppement des  
**I**nvestigations sur  
**A**justement à  
**L**ong terme

**D**irection de la  
**S**tatistique et de la  
**C**omptabilité  
**N**ationale

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**  
**MINISTERE DU PLAN ET DE**  
**L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**L'INDUSTRIE CAMEROUNAISE**  
**DANS LA CRISE**  
**1984-1992**

ORSTOM Documentation



010000196

NOVEMBRE 1993

342362 x 1

M

## AVANT-PROPOS

Les résultats présentés ici s'inscrivent dans un schéma d'études, un dispositif d'enquête et un réseau de collaborations originales qui méritent d'être précisés.

### 1. L'objectif principal: l'étude des dynamiques productives en période de crise

DIAL mène, pour le compte du ministère du plan et de l'aménagement du territoire camerounais (MINPAT), une étude sur l'évolution macroéconomique, tant passée que prospective, du Cameroun. Il est vite apparu que l'appréciation des conditions d'ajustement du secteur productif à la crise passait par la mobilisation d'informations statistiques adéquates, sur le secteur industriel moderne d'une part, sur le secteur informel d'autre part. En ce qui concerne le secteur industriel moderne, le premier objectif visé était donc la connaissance de la dynamique industrielle, dans la crise que connaît le Cameroun et pendant la période de mise en place des politiques d'ajustement structurel. Conçue par DIAL en fonction de cet objectif, une enquête a été réalisée en 1992 par la DSCN sur l'exercice 90/91. Tout en assurant la continuité du système d'enquêtes annuelles dans l'industrie mis en place à la DSCN depuis 1988, elle a également permis d'approcher de manière directe les phénomènes de concurrence, qui sont au centre des problèmes actuels de l'industrialisation en Afrique. Pris dans son ensemble, ce schéma d'étude apporte une information déterminante sur un domaine jusqu'alors très peu exploré.

### 2. La valorisation des données déjà produites par la DSCN, et la réalisation d'une nouvelle enquête améliorée

Les résultats présentés ici sont issus d'un patient travail de récupération, d'apurement et de rapprochement de plusieurs sources statistiques de dates et de conception différentes. Le Recensement Industriel de 1983/84, et les trois enquêtes annuelles dans l'industrie de 1988/89, 1989/90 et 1990/91 constituent la base de l'étude. Les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises ont été utilisées pour les séries de prix à la production. Les déclarations statistiques et fiscales ont fourni des estimations des immobilisations. Enfin, le Syndicat des industriels du Cameroun (Syndustricam) a bien voulu nous communiquer les résultats du panel de ses entreprises adhérentes, ce qui nous a permis de corroborer nos résultats en les confrontant à une autre source indépendante.

L'enquête annuelle dans l'industrie 1990/91 a porté sur 262 entreprises de 10 salariés et plus. Elle apporte un certain nombre d'améliorations méthodologiques aux deux enquêtes annuelles précédentes, de 1988/89 et de 1989/90. Tout d'abord, ces dernières avaient porté respectivement sur 189 et 176 entreprises, l'exhaustivité de l'enquête s'est donc améliorée. De plus, la nouvelle enquête permet de connaître les décès et les créations intervenues depuis 1983/84 (voir méthodologie). Enfin, un questionnaire spécifique portant sur les conditions d'activité et de la concurrence a été adjoint au questionnaire habituel.

Pour des raisons de représentativité, le champ de l'étude a été limité aux entreprises de 20 salariés et plus. L'analyse ci-dessous repose donc sur les résultats de 186 entreprises de tous les secteurs industriels (hors extraction de pétrole et de minerai), qui représentent plus des deux tiers du nombre total d'entreprises industrielles, de 20 salariés et plus, présentes au Cameroun, et plus de 90% de l'emploi et de la production de l'industrie camerounaise.

Le recueil de données sur le terrain a été réalisé par la DSCN, sous la direction de M. **Justin Fotsing**, sous-directeur, responsable des statistiques économiques. L'exploitation des enquêtes et l'analyse présentée ici ont été effectuées par **Denis Cogneau**, chercheur à DIAL. L'enquête de 1990/91 a pu être lancée grâce à l'appui financier du ministère français de la Coopération et du Développement.

J. TEDOU  
Directeur de la DSCN

G. de MONCHY  
Directeur de DIAL

22 Jan. 1990

ORSTOM Fonds Documentaire

N° :

42362-1

Etat :

# L'INDUSTRIE CAMEROUNAISE DANS LA CRISE 1984-1992

## PRINCIPAUX RESULTATS

Entre 1984 et 1991, l'industrie moderne camerounaise dans son ensemble a connu une intense récession. En 1992 la crise s'approfondit, n'épargnant désormais presque aucun secteur. A l'exception notable du bois, les exportations semi-transformées ont beaucoup de mal à surmonter les effets de la baisse des prix des principales matières premières, et résistent à peine mieux que les secteurs orientés vers le marché intérieur ou régional. L'agro-alimentaire, le secteur le plus à l'abri de la concurrence étrangère, a été de ce fait un peu moins touché que l'industrie manufacturière, du moins jusqu'à la dernière période. Par contre, le secteur des biens de consommation manufacturés, qui est aussi le plus exposé parce qu'il ne bénéficie ni de la proximité de ressources ni de protections naturelles, subit une régression d'ampleur considérable, sous les effets cumulés de la concurrence nigériane et de la chute du revenu national. Les créations d'entreprises de la période faste 1984-1987 ont compensé en partie ces tendances régressives, dans lesquelles les entreprises à capitaux nationaux privés et les productions les plus élaborées sont les premières touchées.

Sur le marché intérieur, même si elles ne considèrent pas le secteur informel productif comme une menace sérieuse, les entreprises affrontent une forte concurrence interne et externe, qu'elles considèrent souvent comme déloyale, et face à laquelle elles ne parviennent pas à restaurer leur compétitivité. Pourtant, les entreprises ont eu recours à d'importantes réductions d'effectifs, et secondairement à une baisse des salaires réels. Ces mesures n'ont pas suffi à enrayer la dégradation de leurs résultats d'exploitation. L'accroissement des besoins de financements, l'ajustement imposé aux entreprises publiques, et le rationnement du crédit malgré la restructuration bancaire, ont conduit à une chute drastique des investissements.

La faible densité du tissu productif constitue un handicap structurel majeur. Malgré des résultats moins négatifs qu'ailleurs, le secteur des biens intermédiaires est trop petit, de telle sorte que les activités les plus transformatrices restent fortement dépendantes des intrants importés. Les délais de livraison des fournisseurs sont d'ailleurs fréquemment incriminés. Le recours à la sous-traitance est très peu développé. Pourtant, la production industrielle du Cameroun reste l'une des plus abondantes et des plus diverses d'Afrique. Même si sa contribution à l'emploi national a toujours été marginale, l'industrie moderne camerounaise conserve une capacité non-négligeable de générer des revenus et des recettes nettes en devises, à travers la transformation des ressources naturelles du pays. Dès maintenant, le maintien de cette capacité nécessite un surcroît d'efforts, tant du côté des entreprises que du côté des politiques publiques.

### SOMMAIRE

• Principaux résultats	Page 1
• I Une tendance régressive	Page 2
• II La concurrence intérieure et extérieure	Page 4
• III Les coûts et les ajustements opérés	Page 8
• IV Les conditions d'activité actuelles et les perspectives	Page 9
• Méthodologie	Page 12
• Concepts et indicateurs	Page 13

## I.- UNE TENDANCE REGRESSIVE

Entre 1984 et 1991 la production de l'industrie camerounaise a baissé de 14% en volume, et l'emploi de 10%. En 1990/91, l'industrie moderne camerounaise totalise environ 74 000 emplois et 750 milliards de Fcfa de chiffre d'affaires (aux prix courants).

## La régression massive de la production...

Pour les entreprises ayant survécu depuis 1984, la baisse de la production a atteint 22% en volume. Cette baisse a concerné les deux tiers de ces entreprises. La période étudiée comprend deux sous-périodes très contrastées: une phase de croissance de 1984 à 1987, la crise ne commençant véritablement dans

**TABLEAU 1**  
**UN BILAN DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES,**  
**D'EMPLOIS ET DE PRODUITS**

	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Production en Mds Fcfa 1984
En 1983/84 :	250	81 914	789,1
Variation entre 83 et 91 (*):	-5%	-10%	-14%

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus

(\*): Estimation, à partir d'un taux de mortalité observé et d'un redressement des non-réponses grâce à un modèle Logit

l'industrie qu'à partir de 1987/88. Les entreprises dont les produits sont destinés à la consommation ont beaucoup plus souffert que les autres, à l'exception des brasseries (tableau 2). Ces dernières résistent mieux (elles ont augmenté leur activité commerciale et

leurs ventes baissent moins que leur production). La baisse de la production énergétique recouvre un véritable effondrement de la vente de carburant: -50%, et au contraire une augmentation de la consommation d'électricité et d'eau attribuable à l'urbanisation.

**TABLEAU 2**  
**LA RÉGRESSION DES BIENS DE CONSOMMATION MANUFACTURÉS**  
**ET DE LA RAFFINERIE**

Taux de croissance de la production aux prix de 1983/84	Entreprises en activité en 1984 (*)	Ensemble du secteur
<b>Exportations semi-transformées</b>	<b>-16</b>	<b>-10</b>
Café et cacao	-31	-16
Bois	+11	+6
Caoutchouc, aluminium, coton	-13	-14
<b>Agro-alimentaire</b>	<b>-19</b>	<b>+3</b>
Biens de consommation alimentaire	-23	+3
Brasseries & boissons, Tabacs	-17	+3
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>-15</b>	<b>-9</b>
<b>Biens de consommation manufacturés</b>	<b>-37</b>	<b>-30</b>
<b>Energie</b>	<b>-27</b>	<b>-27</b>
Raffinerie de pétrole	-50	-50
Eau, Gaz, Electricité	+27	+27
<b>ENSEMBLE</b>	<b>-22</b>	<b>-14</b>

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus

(\*): Cohorte : la différence entre les deux colonnes provient des disparitions et des créations d'entreprises

Enfin, parmi les exportatrices de produits primaires semi-transformés, les entreprises du secteur du bois sont les seules dont les termes de l'échange se sont appréciés, et dont la croissance de la production a été positive.

### ... n'a été compensée qu'en partie par les créations d'entreprises nouvelles

La moitié des entreprises déjà en activité en 1984 ont été créées avant 1974. Les plus grosses entreprises sont encore plus anciennes que la moyenne. La plupart des créations sont des petites entreprises apparaissant dans les branches les moins concentrées et qui nécessitent le moins d'investissements: boulangerie, bois, confection, imprimerie. Ce sont les mêmes branches qui connaissent les

taux de mortalité les plus élevés. Ainsi, alors qu'elles comptent pour un peu moins d'un tiers des entreprises présentes en 1991, les entreprises récentes ne pèsent qu'un peu plus d'un dixième de la production et des emplois totaux. Cependant, la création de quelques grosses entreprises entre 1984 et 1991 a amorti la chute de la production de l'agro-alimentaire, plus précisément dans la transformation du cacao, du sucre, du tabac, et dans le secteur des brasseries (tableau 2). Ce type de créations explique l'essentiel de la différence de 8% entre l'évolution de la production de la cohorte de 1984 et celle de l'ensemble de l'industrie.

Jusqu'en 1991, les créations ont plus que compensé les disparitions d'entreprises

**TABLEAU 3**  
**L'ÉQUILIBRE DES DISPARITIONS ET DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES**

Taux de disparition et de création des entreprises (en % du nombre d'entreprises présentes en 1984)	Disparitions (*)	Créations
<b>Exportations semi-transformées</b>	-22	+13
<b>Agro-alimentaire</b>	-25	+40
<b>Biens intermédiaires</b>	-0	+41
<b>Biens de consommation manufacturés</b>	-22	+26
<b>Energie</b>	0	0
<b>ENSEMBLE</b>	-21	+26

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus

(\*): Disparitions vraies: les entreprises passant en-dessous de 20 salariés non comprises

(tableau 3). Il est cependant à craindre que ce rythme de créations ne se maintienne pas dans les années à venir, car il peut être en partie attribué à la phase de croissance 1984-87. Du moins, il ne peut être interprété comme le signe d'un nouveau dynamisme entrepreneurial. Et dans le contexte actuel, il y a peu de chances de voir apparaître autant de grosses entreprises que celles qui ont été créées dans l'agro-alimentaire. Pour l'instant, la santé de l'industrie camerounaise dépendra de plus en plus de la survie des entreprises en activité plutôt que des créations.

### La production devient globalement moins élaborée,...

Les entreprises où la transformation est la plus poussée ont été plus durement éprouvées: elles font plus souvent faillite ou connaissent une régression plus forte de leurs ventes. La transformation intermédiaire de matières premières résiste mieux (ou même progresse dans le cas du bois scié et des placages). Sous l'effet de la crise, l'industrie camerounaise montre donc une tendance générale à la "primarisation" de ses produits, qui renforce les structures déjà existantes.

**... le capital national privé est plus éprouvé que le capital étranger,...**

En 1983/84, les entreprises où les capitaux camerounais privés étaient majoritaires représentaient déjà la plus petite part de la production: environ 20%, le reste se parta-

geant à part égale entre les capitaux publics nationaux et les capitaux étrangers. Principalement investi dans les industries de biens de consommation, le capital privé national a particulièrement pâti de la dernière période. La production des entreprises où ce

**TABLEAU 4  
LE CAPITAL NATIONAL PRIVÉ EST LE PLUS TOUCHÉ**

Origine majoritaire du capital social en 1983/84	Emploi		Production	
	% en 1983/84	Taux de croissance 1984-91	% en 1983/84	Taux de croissance 1984-91
Capital étranger	38	-21	40	-16
Capital public camerounais	47	-3	39	-25
Capital privé camerounais	15	-21	21	-35
<b>ENSEMBLE</b>	<b>100</b>	<b>-11</b>	<b>100</b>	<b>-22</b>

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus en 1983/84 et cohorte

capital était le plus présent en 1984 régresse de 35% et l'emploi de 21% (tableau 4).

Les entreprises à capitaux étrangers ont beaucoup moins perdu, grâce à la croissance des principales entreprises du secteur du bois, et à la bonne résistance des brasseries. En comparaison, elles ont beaucoup plus ajusté leurs effectifs, parvenant même à accroître leur productivité. Par le jeu de ces régressions inégales de la production, les entreprises à capitaux nationaux pèsent de moins en moins lourd dans la production industrielle camerounaise, entraînant une sorte de "dénationalisation de crise" de l'industrie camerounaise. Mais ce constat ne tient pas compte des reprises ou des créations d'entreprises, et cette tendance a été sans doute compensée par des créations d'entreprises à capitaux nationaux privés.

**... et l'industrie demeure aussi concentrée qu'en 1984.**

En 1991, les 50 plus grosses entreprises (quant au montant de la production) représentent 86% de la production totale et 82% des effectifs employés. En 1984, ces deux proportions s'élevaient respectivement à 85% et 79%. Le secteur le moins concentré est tou-

jours celui des biens de consommation manufacturés. Cette concentration se traduit aussi dans la faible dispersion géographique des établissements, qui a des conséquences néfastes sur l'aménagement et l'intégration économique du territoire national.

**II.- LA CONCURRENCE INTERIEURE ET EXTERIEURE**

**La concurrence entre entreprises camerounaises est assez forte...**

La forte concentration n'empêche pas que les deux ou trois grosses entreprises d'une même branche se considèrent comme concurrentes entre elles. 38% des chefs d'entreprises déclarent que leurs principaux concurrents sont d'autres entreprises camerounaises. Cette concurrence "camerouno-camerounaise" porte sur 31% des ventes totales (tableau 5). Le poids de ce type de concurrence provient de quelques grandes entreprises agro-industrielles produisant exactement les mêmes produits, soit pour le marché camerounais (sucre, huile de palme, bière, cigarettes), soit pour l'exportation (bois, caoutchouc). D'autres secteurs moins concentrés, dont le poids est

aussi bien moindre, connaissent également une forte concurrence interne: boulangerie, imprimerie, meubles, confection. On est donc loin d'une situation purement monopolistique, puisque seulement 6 entreprises déclarent ne pas se connaître de concurrent. Cette concurrence interne est certes un signe de développement industriel, un atout pour l'amélioration des performances, et un avantage pour le consommateur. Malheureusement, elle n'apparaît pas comme un facteur dynamisant des échanges entre les branches, puisque le tissu industriel ne s'est pas densifié. La taille du secteur des biens intermédiaires, qui pourtant enregistre des résultats moins négatifs qu'ailleurs, reste très insuffisante. Ainsi, les intrants importés représentent plus du quart du total des consommations intermédiaires (tableau 9). Cette proportion s'élève à plus de 50% dans certaines branches parmi les plus

sophistiquées: papier, chimie, plastique, matériaux de construction, métallurgie de l'aluminium, confection. Enfin, moins de 10% des entreprises ont recours à la sous-traitance, et pour moins de 2% de la production totale.

### ... mais le secteur informel industriel n'est pas une menace

Malgré l'importance de la concurrence nationale sur le marché intérieur, moins de 10% des entreprises du secteur moderne industriel se considèrent concurrencées par la production informelle des entreprises de moins de 10 salariés. Dans le secteur industriel et sur le marché intérieur, la concurrence camerouno-camerounaise s'exerce donc entre entreprises de taille équivalente. Au niveau de la production, l'absence de concurrence entre entreprises formelles et entreprises informelles renvoie à la fois à la faiblesse du sec-

**TABLEAU 5**  
**LA CONCURRENCE PERÇUE PAR LES ENTREPRISES**

Classement des entreprises selon le principal concurrent producteur et chiffre d'affaires correspondant	Nombre d'entreprises (%)	Exportations (%)	Ventes sur le marché intérieur (%)	Chiffre d'affaires (%)
France	12	2	7	6
Europe sauf France	8	5	9	8
Udéac	7	16	2	5
Umoa	1	1	0	1
Nigeria	15	10	34	28
Asie	8	11	3	7
Amérique	3	18	1	4
Cameroun seulement	38	25	34	31
Aucun concurrent	4	8	9	7
Ne sait pas	3	4	4	3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus, hors Eau, Gaz, Electricité

Lire ainsi: Pour 12% des entreprises, les principaux concurrents étrangers sont des entreprises produisant en France; ces mêmes entreprises représentent 2% des exportations industrielles camerounaises, 7% des ventes sur le marché intérieur, et 6% du chiffre d'affaires total de l'industrie.

teur informel manufacturier et à la pauvre diversification du secteur moderne. Par exemple, la confection ou la menuiserie modernes sont très peu développées. Au niveau de la commercialisation des produits, le secteur informel camerounais est en revanche responsable de la diffusion des produits nigériens et asiatiques.

Pourtant, 63% des entreprises concurrencées s'estiment victimes de concurrence déloyale, c'est-à-dire ne respectant pas les législations en vigueur au Cameroun. Plus du tiers des entreprises concurrencées se plaignent ainsi du détournement des barrières douanières. Les réseaux du commerce transfrontalier avec le Nigeria sont ainsi montrés

## UNE INDUSTRIE FONDÉE SUR L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

La production industrielle camerounaise est l'une des plus abondantes et des plus diverses d'Afrique. Néanmoins, elle repose sur un nombre restreint de produits qui dérivent des ressources primaires du pays: café, cacao, sucre, huile de palme, coton, bois, caoutchouc, bauxite, destinés soit à l'exportation, soit à la consommation locale, soit, plus rarement, aux deux.

### UNE PRODUCTION ASSEZ PEU DIVERSIFIÉE

Secteurs	Principaux produits (sous-branches)
<b>Exportations semi-transformées</b>	
Café et cacao	Café décortiqué, dérivés du cacao
Bois	Bois sciés, placages
Autres produits primaires	Caoutchouc, Aluminium, Coton fibre
<b>Agro-alimentaire</b>	
Biens de consommation alimentaire	Sucre, huile de palme, riz, farines, pain, biscuit, viande, produits laitiers
Brasseries & boissons, Tabacs	Bière, boissons, tabac, cigarettes
<b>Biens intermédiaires</b>	Aluminium, ciment, verre, papier, plastique
<b>Biens de consommation manufacturés</b>	Textile et cuir, ouvrages en bois, parachimie, piles, cycles, etc.
<b>Energie</b>	Pétrole raffiné, Eau, Electricité

Ainsi, 56% de la production peut être regroupée à l'intérieur d'un secteur "agro-industriel", à cheval entre le primaire et le secondaire. La transformation est le plus souvent réalisée sur le lieu de la production agricole. A cause du grand nombre d'ouvriers agricoles employés dans les plantations industrielles, ce secteur représente 71% de l'emploi enregistré. Enfin les brasseries représentent à elles seules 21% de la production totale.

23% de la production industrielle relève du secteur énergétique public qui comprend la société nationale de raffinerie de pétrole, et les deux sociétés de production et de distribution d'eau et d'électricité. Enfin, 21% de la production est manufacturière au sens le plus strict, c'est-à-dire déconnectée de la production primaire: biens intermédiaires et manufacturés.

Ainsi, l'industrie camerounaise tire ses principaux facteurs de production (intrants, main-d'œuvre, et même une partie de son capital) du secteur primaire, bien plus que de l'industrie elle-même. En contrepartie, les échanges inter-industriels et le recours à la sous-traitance sont très peu développés.

### LA STRUCTURE SECTORIELLE EN 1990/91

	Nombre d'entreprises	Emploi	Production en Mds Fcfa	% Production
<b>Exportations semi-transformées</b>	<b>40</b>	<b>29 259</b>	<b>183,8</b>	<b>26</b>
Café et cacao	14	1 880	40,8	6
Bois	20	4 883	44,4	6
Caoutchouc, aluminium, coton	6	22 496	98,6	14
<b>Agro-alimentaire</b>	<b>54</b>	<b>21 979</b>	<b>209,6</b>	<b>30</b>
Biens de consommation alimentaire	40	14 404	61,4	9
Brasseries & boissons, Tabacs	14	7 575	148,2	21
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>25</b>	<b>2 261</b>	<b>62,0</b>	<b>9</b>
<b>Biens de consommation manufacturés</b>	<b>64</b>	<b>8 246</b>	<b>88,1</b>	<b>12</b>
<b>Energie</b>	<b>3</b>	<b>6 469</b>	<b>163,7</b>	<b>23</b>
Raffinerie de pétrole	1	503	79,1	11
Eau, Gaz, Electricité	2	5 966	84,6	12
<b>ENSEMBLE</b>	<b>186</b>	<b>68 214</b>	<b>707,2</b>	<b>100</b>

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus



du doigt. Plus du tiers des entreprises accusent aussi leurs concurrents de fraude fiscale et seulement 17% des entreprises de non-respect du code du travail. Les concurrents visés par ces accusations sont néanmoins des entreprises camerounaises formelles.

### La très forte concurrence des produits venant du Nigeria...

Le Nigeria est de loin le principal concurrent extérieur de l'industrie camerounaise. Plus du quart (28%) de la production industrielle camerounaise est directement concurrencée par le Nigeria. On peut ajouter à cette proportion les produits asiatiques qui transitent par le Nigeria (huile de palme et quincaillerie par exemple). D'autre part, les produits venant du Nigeria exercent une concurrence indirecte sur les entreprises dont les débouchés se trouvent dans les entreprises concurrencées (filière textile par exemple). La concurrence du Nigeria s'exerce surtout sur le marché intérieur camerounais plutôt que sur les marchés tiers: avec 34% du chiffre d'affaires intérieur la concurrence du Nigeria y vient à égalité avec la concurrence "camerouno-camerounaise". A l'exportation, le Nigeria est aussi le principal concurrent extérieur sur les marchés de l'Udéac.

**TABLEAU 6**  
**LE CHOC DE LA CONCURRENCE**  
**DU NIGERIA**

Taux de croissance du volume de chiffre d'affaires entre 1983/84 et 1990/91 selon le concurrent extérieur principal (%)	
Nigeria	-42
- hors raffinerie de pétrole	-30
Autres concurrents étrangers	-9
Cameroun seulement	-12
Aucun concurrent	-7
<b>ENSEMBLE</b>	<b>-17</b>

Champ: Cohorte d'entreprises de 20 salariés et plus hors Eau, Gaz, Electricité

### ... amplifie la crise de la production manufacturée

Depuis 1984, les entreprises directement concurrencées par le Nigeria ont connu une

régression sans précédent de leur chiffre d'affaire: -42%. Tout d'abord, la production de carburant est progressivement annihilée par les importations de "fédéral" ou de "zouazoua", l'essence nigériane. Si l'on excepte l'entreprise nationale de raffinerie, la baisse de production n'atteint que 30%. En fait, l'essentiel du secteur des biens de consommations manufacturés est concerné par la concurrence du Nigeria. Une partie du secteur des biens de consommation alimentaires est également touchée par les importations frauduleuses. La montée de la concurrence nigériane amplifie largement la crise de débouchés des entreprises concernées. Toutes les autres entreprises ont été moins touchées (tableau 6). Par exemple, les entreprises qui ne se connaissent pas de concurrent en dehors du Cameroun, n'ont subi qu'une perte de débouchés de 12%, imputable à la régression du revenu national.

**TABLEAU 7**  
**DESTINATION DES EXPORTATIONS**

Pays de destination en % du total	
France	39
Europe sauf France	24
Udéac	15
Asie	11
Autres pays	11
<b>ENSEMBLE</b>	<b>100</b>

### Les exportations de produits primaires semi-transformés résistent mieux

Les entreprises concurrencées par d'autres pays que le Nigeria ont aussi moins souffert: -9% seulement. On retrouve ici la meilleure résistance des entreprises exportant des produits primaires semi-transformés sur les marchés européens (tableau 2), hormis le café et le cacao dont les prix mondiaux se sont effondrés dans la période.

L'industrie camerounaise est assez ouverte sur l'extérieur. En 1990/91 comme 7 ans auparavant, les exportations directes, c'est-à-dire les ventes réalisées sans intermédiaire à l'extérieur du Cameroun, représentent un peu moins d'un tiers du chiffre d'affaires

industriel. Cette proportion sous-estime l'exportation de produits industriels, puisqu'une partie peut transiter par des commerçants qui les vendront à l'extérieur. Les produits d'exportation camerounais n'en restent pas moins des produits primaires faiblement transformés. Les bois et le caoutchouc représentent à eux seuls 30% des exportations directes, l'aluminium 24%, le coton fibre 9% et le café décortiqué 9%. Près des deux tiers des exportations sont dirigées vers l'Europe et surtout vers la France (tableau 7). Le coton fibre importé par les producteurs textiles d'Asie explique la

part de ce continent (11%). La zone Udéac est en revanche le débouché extérieur principal sinon unique de nombreuses entreprises moyennes de biens manufacturés (objets en aluminium, parfums, savons, piles, etc.) et alimentaires.

La concurrence à l'exportation sur les marchés français et européens provient d'origines diverses, et le plus souvent d'autres pays en développement. En revanche, destinataires principaux des produits d'exportation, les pays européens sont aussi les premiers fournisseurs d'intrants, pour plus de 70% des intrants importés.

**TABLEAU 8**  
**LES AJUSTEMENTS ONT PLUS PORTÉ SUR L'EMPLOI QUE SUR LES SALAIRES**

Taux de croissance entre 1983/84 et 1990/91 (%)	Effectifs	Production par tête	Salaires nominaux par tête
<b>Exportations semi-transformées</b>	-3	-13	+29
<b>Agro-alimentaire</b>	-19	0	+30
<b>Biens intermédiaires</b>	-4	-11	+46
<b>Biens de consommation manufacturés</b>	-38	0	+44
<b>Energie</b>	+29	-44	+64
<b>ENSEMBLE</b>	-11	-11	+38

Champ: Cohorte d'entreprises de 20 salariés et plus

### III.- LES COUTS ET LES AJUSTEMENTS OPERES

#### Les importantes réductions d'effectifs...

Face aux pertes de débouchés, les entreprises ont eu recours aux réductions d'effectifs, surtout dans les secteurs les plus touchés par la crise. 71% des entreprises ont ainsi compressé du personnel. Et à l'exception du secteur énergétique et du bois, toutes les branches ont débauché. Les secteurs des biens consommations alimentaires et manufacturés sont parvenus à une stabilité de la productivité apparente du travail (tableau 8). Les entreprises à capitaux privés ont eu beaucoup plus recours à cette mesure que les entreprises publiques. Elles ont au total réduit leurs effectifs de plus de 20% (tableau 4).

#### ... et la baisse des salaires réels...

Le salaire par tête dans l'industrie s'est accru de 38% sur l'ensemble de la période. Compte tenu d'une inflation des prix à la consommation d'environ 45% de 1983/84 à 1990/91, le pouvoir d'achat des salaires a donc décré. Cette évolution recouvre en fait deux comportements différents liés aux deux périodes très contrastées qu'a connues l'industrie camerounaise. Pendant la phase de croissance optimiste des années 1983/84-1986/87, de nombreuses augmentations de salaires ont été accordées, à l'exemple de la fonction publique. On peut estimer les augmentations de cette période entre 25% et 30%. A partir de 1987, les augmentations ont donc été beaucoup plus modérées. Il faut noter cependant que l'industrie dans son en-

**TABLEAU 9**  
**LA STRUCTURE DES COÛTS ET LES MARGES EN 1990/91**

<b>Production</b>	<b>707,2 Mds de Fcfa</b>
<b>Part des consommations intermédiaires</b>	<b>63 %</b>
- dont importées	18 %
<b>Subventions</b>	<b>1 %</b>
<b>Taxes</b>	<b>6 %</b>
<b>Valeur ajoutée au coût des facteurs</b>	<b>243,7 Mds de Fcfa</b>
<b>Part des frais de personnel</b>	<b>52 %</b>
- dont salaires	39 %
<b>Charges d'intérêt</b>	<b>10 %</b>

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus

semble a enduré une perte conséquente de termes de l'échange, puisque le prix de sa production n'a augmenté que de 10% quand celui de la consommation des ménages urbains augmentait de 45%.

Plus que les salaires directs, ce sont les dépenses non-salariales qui ont été entamées: primes, prestations sociales et avantages en nature. Ces dépenses représentaient un peu moins d'un tiers du total des rémunérations en 1983/84, elle n'en représentent plus qu'un quart en 1990/91.

#### **... n'ont pas suffi à enrayer la baisse des marges**

En définitive, malgré de lourdes compressions d'effectifs, le poids des frais de personnel a fortement augmenté, passant de 29% à 46% de la valeur ajoutée brute, et réduisant d'autant les marges des entreprises.

Dans le secteur des biens de consommation manufacturés, l'excédent brut d'exploita-

tion s'élevait en 1990/91 à 29% de la valeur ajoutée, 22% une fois déduites les charges d'intérêts liées aux emprunts contractés. Après décompte de la dépréciation de son capital (estimée à 5% des installations), le résultat net de ce secteur est négatif.

#### **IV.- LES CONDITIONS D'ACTIVITE ACTUELLES ET LES PERSPECTIVES**

##### **L'ajustement drastique des investissements productifs...**

En 7 ans, l'investissement de l'industrie camerounaise est passé de 45% à 17% de la valeur ajoutée. Hormis le secteur du bois, tous les secteurs ont réduit leurs investissements productifs. L'ajustement imposé aux grandes entreprises publiques et aux sociétés dites "de développement", dont les investissements étaient relativement déconnectés du marché, a pesé lourdement dans cette évolution. Enfin,

**TABLEAU 10**  
**L'AJUSTEMENT DRASTIQUE DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIF**

Taux d'investissement (*) et Taux d'Utilisation des Capacités (%)	Taux d'investis - sement 1983/84	Taux d'investiss - ement 1990/91	TUC 1990/91
<b>Exportations semi-transformées</b>	<b>52</b>	<b>22</b>	<b>70</b>
<b>Agro-alimentaire</b>	<b>33</b>	<b>13</b>	<b>75</b>
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>26</b>	<b>7</b>	<b>68</b>
<b>Biens de consommation manufacturés</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>55</b>
<b>Energie</b>	<b>83</b>	<b>22</b>	<b>84</b>
<b>ENSEMBLE</b>	<b>45</b>	<b>17</b>	<b>72</b>

Champ: Cohorte d'entreprises de 20 salariés et plus.

(\*): Contrairement au tableau 9, la FBCF est ici rapportée à la Valeur ajoutée brute.

la chute brutale des débouchés du secteur des biens de consommation manufacturés l'a contraint à mettre en jachère plus de la moitié de sa capacité de production.

### ... s'effectue dans un contexte de rationnement du crédit, malgré la restructuration bancaire

Les entreprises n'ont recours au crédit bancaire que pour financer 41% de leurs investissements, de sorte que les charges d'intérêt régulières liées aux emprunts contractés, qui représentent le coût financier du capital, ne s'élèvent qu'à 10% de la valeur ajoutée. Cependant, les entreprises qui ont recours au crédit bancaire déplorent massive-

**TABLEAU 11  
UN ACCES AU CRÉDIT TOUJOURS  
DIFFICILE**

Ont des difficultés à trouver du crédit Et ces difficultés sont:	70%
<i>Sur 100 entreprises ayant recours au crédit:</i>	
- en augmentation	60%
- stables	25%
- en diminution	15%
Parce que:	
<i>Sur 100 entreprises ayant des difficultés:</i>	
Les banques ne prêtent pas assez	52%
Le crédit est trop cher	40%
Les banques ne font pas assez confiance	30%

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus.

ment les difficultés à s'en procurer. La restructuration bancaire effectuée en 1989 ne semble pas avoir résolu ces difficultés. En effet, 85% des entreprises ayant recours au crédit considèrent que le crédit est toujours aussi difficile à trouver, 60% ont même vu ces difficultés augmenter. Les entreprises attribuent ce rationnement du crédit à un comportement frileux du secteur bancaire, plutôt qu'à une défiance à leur égard.

### Les entreprises subissent un environnement économique dégradé

Le niveau assez faible de la fiscalité camerounaise ne constitue pas un obstacle au

développement des activités. En revanche, les entreprises se plaignent de leur environnement économique externe. En dehors du financement de l'investissement, le rationnement des crédits bancaires de court terme renvoie aux difficultés de trésorerie évoquées par 74% des entreprises. Les délais de paiement qu'elles sont contraintes de consentir à leurs clients, pour 60% d'entre elles, grèvent en permanence leur liquidité. Enfin, les délais de livraison des fournisseurs sont aussi incriminés par la moitié des entreprises. Ces opinions mettent à jour l'enclenchement d'un cercle vicieux de crise, où chaque agent cherche à faire payer à l'autre ses difficultés. En revanche, les entreprises ne sont qu'une petite minorité (14%) à rencontrer des problèmes de recrutement de main-d'œuvre qualifiée. Ce point positif vient confirmer l'analyse du marché du travail permise par la récente enquête effectuée à Yaoundé.

### En 1992, la récession atteint presque tous les secteurs...

Les créations d'entreprises nouvelles ne viennent compenser qu'en partie la dégra-

**TABLEAU 12  
LA CRISE S'APPROFONDIT  
EN 1991/92**

Taux de croissance du chiffre d'affaires de 1990/91 à 1991/92 (*)	%
<b>Exportations semi-transformées</b>	<b>-9</b>
Café et cacao	-14
Bois	+3
Caoutchouc, aluminium, coton (**)	-14
<b>Agro-alimentaire</b>	<b>-11</b>
Biens de consommation alimentaire (**)	-3
Brasseries & boissons, Tabacs	-13
<b>Biens intermédiaires (**)</b>	<b>+5</b>
<b>Biens de consommation</b>	<b>-12</b>
<b>Energie</b>	<b>-7</b>
Raffinerie de pétrole	-25
Eau, Gaz, Electricité (**)	+15
<b>ENSEMBLE</b>	<b>-8</b>

Champ: Entreprises de 20 salariés et plus

(\*): Au moment de l'enquête, les résultats de cet exercice étaient déjà connus

(\*\*): Secteurs sous-représentés en ce qui concerne les perspectives 1991/92

dation de l'activité de leurs aînées. Compte tenu d'un environnement externe défavorable pour l'investissement, elles interviennent plutôt dans les secteurs abrités, et ne sont pas de nature à remédier aux handicaps structurels constatés précédemment. D'ailleurs, les entreprises récentes comme les anciennes annoncent des perspectives de court-terme qui montrent un approfondissement de la crise engagée (tableau 12). La récession des ventes atteint le chiffre sévère de 8% pour l'ensemble de l'industrie. En outre, la conjoncture de l'année 1991/92 a été affectée par le mouvement politique des "villes mortes". Jusqu'alors un peu plus épargnées, les brasseries et tabacs connaissent une perte de débouchés de 13%.

### **... et derrière la conjoncture, la désindustrialisation se poursuit**

Alors qu'aucun des principaux secteurs de biens de consommation ne semble

pouvoir échapper à la crise, l'effort de substitution d'importations entrepris pendant les années fastes est progressivement remis en cause.

A l'exception du bois, les secteurs d'exportation de matières premières semi-transformées connaissent aussi une régression sévère.

Aussi la relance de la transformation des ressources naturelles, en direction du marché intérieur, et a fortiori pour l'exportation, qui continue de représenter la principale opportunité pour l'industrialisation du Cameroun, impliquera des efforts considérables d'ajustement.

Ceux-ci viseront nécessairement la déconcentration de l'exploitation des ressources en amont, et le développement des filières vers l'aval, impliquant l'encouragement des petites entreprises sous-traitantes ou produisant pour des marchés de proximité.



**DIAL** est un groupement d'intérêt scientifique fondé par l'ORSTOM, EUROSTAT et le CESD-Paris pour développer une capacité européenne de réflexion, d'analyse et d'évaluations macro-économiques sur les politiques d'ajustement structurel dans les pays ACP. Dans la réalisation de son programme de travail, DIAL reçoit des appuis financiers de ses membres fondateurs ainsi que du ministère français de la Coopération et du Développement et de la direction du Développement (DG 8) de la commission des Communautés européennes.

**ORSTOM** : Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération

**EUROSTAT** : Office statistique des Communautés européennes

**CESD -Paris** : Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement

## METHODOLOGIE

### Récupération des données de 1983/84

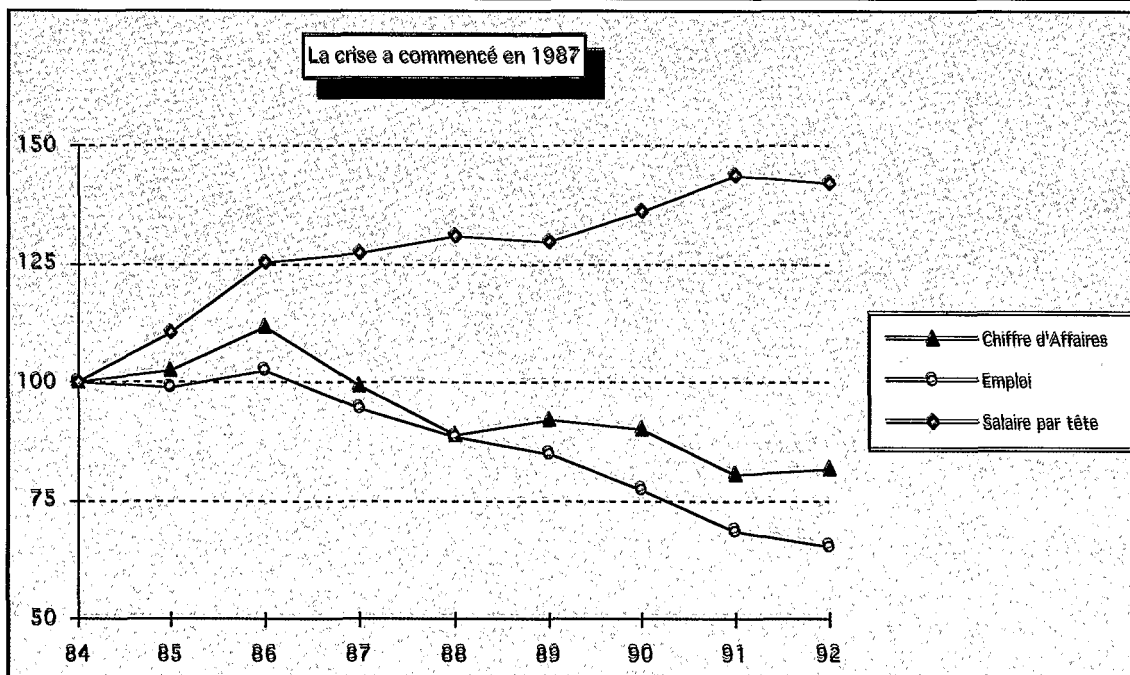
Une opération de recensement effectuée en 1985 avait permis d'identifier 491 établissements de 10 salariés et plus appartenant aux branches industrielles, et en activité depuis plus de 6 mois en 1984. A partir des informations concernant les entreprises à établissements multiples, le fichier du Recensement a été transformé en un fichier d'entreprises. Selon le Recensement Industriel, il y avait donc en 1983/84, 250 entreprises industrielles employant 20 salariés ou plus en activité, une fois exclue du champ l'extraction de pétrole et de minerais.

### Recherche des entreprises présentes en 1984, mortalité des entreprises, et constitution d'une cohorte

Une recherche systématique des entreprises de 20 salariés et plus présentes en 1983/84 a été effectuée, afin de connaître le taux de mortalité et les facteurs affectant la survie des entreprises. Parmi les 250 entreprises de 1983/84, 163 ont été retrouvées vivantes en 1990/91. 37 entreprises avaient définitivement disparu. Les 50 entreprises restantes qui n'ont pas été identifiées étaient en grande majorité des petites entreprises de moins de 50 salariés, plus fragiles que la moyenne. Leur taux de mortalité et l'évolution de leur emploi et de leur production ont été estimés à l'aide d'un modèle logit. Il ressort de ce modèle que le taux de retour de l'enquête s'élève à 72% pour les entreprises survivantes. L'enquête de 1990/91 a permis d'interroger 186 entreprises de 20 salariés et plus. Pour l'analyse dynamique détaillée, on a utilisé une cohorte de 120 entreprises survivantes, employant 20 salariés et plus en 1983/84 et en 1990/91. Les prix de la production industrielle et de la consommation des ménages sont ceux de la DSCN entre 1983/84 et 1989/90. Pour 1990/91 et 1991/92, on a supposé que les prix étaient restés stables.

### Cohérence avec la cohorte du syndicat des industriels du Cameroun

La cohorte d'entreprises du panel de Syndustricam ne représentent qu'une sous-partie de l'industrie camerounaise, avec seulement 21 182 emplois et 386,3 milliards de chiffre d'affaires en 1990/91. Néanmoins, le graphique ci-dessous permet de corroborer les résultats obtenus en ce qui concerne l'évolution du chiffre d'affaires en valeur, de l'emploi et des salaires nominaux par tête. Il apporte également une information supplémentaire: la crise de l'industrie a commencé en 1987.



Source : Cohorte du Syndicat des industriels du Cameroun (Syndustricam), 1983/84 - 1991/92

## CONCEPTS ET INDICATEURS

**Entreprise industrielle:** toute entreprise qui réalise plus de 25% de son chiffre d'affaires dans la vente de produits transformés. Une entreprise peut comprendre plusieurs établissements, ou lieux de production; les comptes de l'entreprise correspondent aux comptes consolidés de l'ensemble de ses établissements. Une entreprise peut fabriquer plusieurs produits différents

**Secteur d'activité:** Classement des entreprises selon leur production principale, par référence à la nomenclature de produits CITICAM - Révisée

**Chiffre d'affaires:** Valeur totale des ventes et des recettes = Produits fabriqués vendus + ventes de marchandises en l'état d'acquisition + autres recettes

**Production en valeur** = Chiffre d'affaires - ventes de marchandises en l'état d'acquisition + variation des stocks de produits fabriqués, aux prix de vente de la période courante

**Production en volume** = Production en valeur évaluée aux prix d'une période choisie comme référence

**Consommations intermédiaires:** Valeur totale des achats non stockés, sauf les marchandises achetées pour être revendues en l'état d'acquisition et les biens de capital fixe = Matières premières et fournitures consommées + coûts des services marchands consommés

**Valeur ajoutée brute** = Production en valeur - consommations intermédiaires

**Valeur ajoutée au coût des facteurs** = Valeur ajoutée brute + Subventions - Taxes indirectes

**Frais de personnel** = Salaires et traitements directs + autres charges (cotisations sociales, prestations sociales directes, avantages en nature, etc.)

**Excédent brut d'exploitation** = Valeur ajoutée au coût des facteurs - frais de personnel

**Taux de marge** = Part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée au coût des facteurs

**Investissement ou FBCF** = Coût de l'acquisition ou de la rénovation de biens de capital (terrains, immeubles, machines, matériels de transports, plantations, etc.) - valeur des ventes de biens de capital

**Exportations directes:** Valeur totale des ventes et recettes de l'entreprises auprès de clients situés à l'étranger

**Concurrent d'une entreprise:** Entreprise industrielle dont la production "concurrence" celle de l'entreprise, du point de vue de l'entreprise elle-même

**Concurrent étranger:** Concurrent d'une entreprise produisant à l'étranger

**Concurrent sur le marché intérieur:** Concurrent, produisant dans le pays ou à l'étranger, pour les produits que l'entreprise vend sur le marché intérieur

**Concurrent à l'exportation:** Concurrent, produisant dans le pays ou à l'étranger, pour les produits que l'entreprise vend à l'étranger (exportations directes)

**DIAL**

14, Bd. Saint-Martin  
75010 PARIS - FRANCE  
Tél : (33) 1-42 08 33 88  
Fax : (33) 1-42 08 81 60

**DSCN/MINPAT**

YAOUNDE  
CAMEROUN  
Télex : 82 03 KN  
Tél : (237) 22 04 45  
Fax : (237) 22 15 09